

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 – 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 – 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.
5. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.
6. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.
7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.
8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.
9. Personnel affecté au MCE et à ses secrétariats, depuis le 23 avril 2014, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
10. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.
11. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 23 avril 2014.
12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014.
13. Depuis le 23 avril 2014, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.
14. Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.
15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.
16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées aux crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :
17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.
18. Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.
19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.
20. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2016-2017, qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.

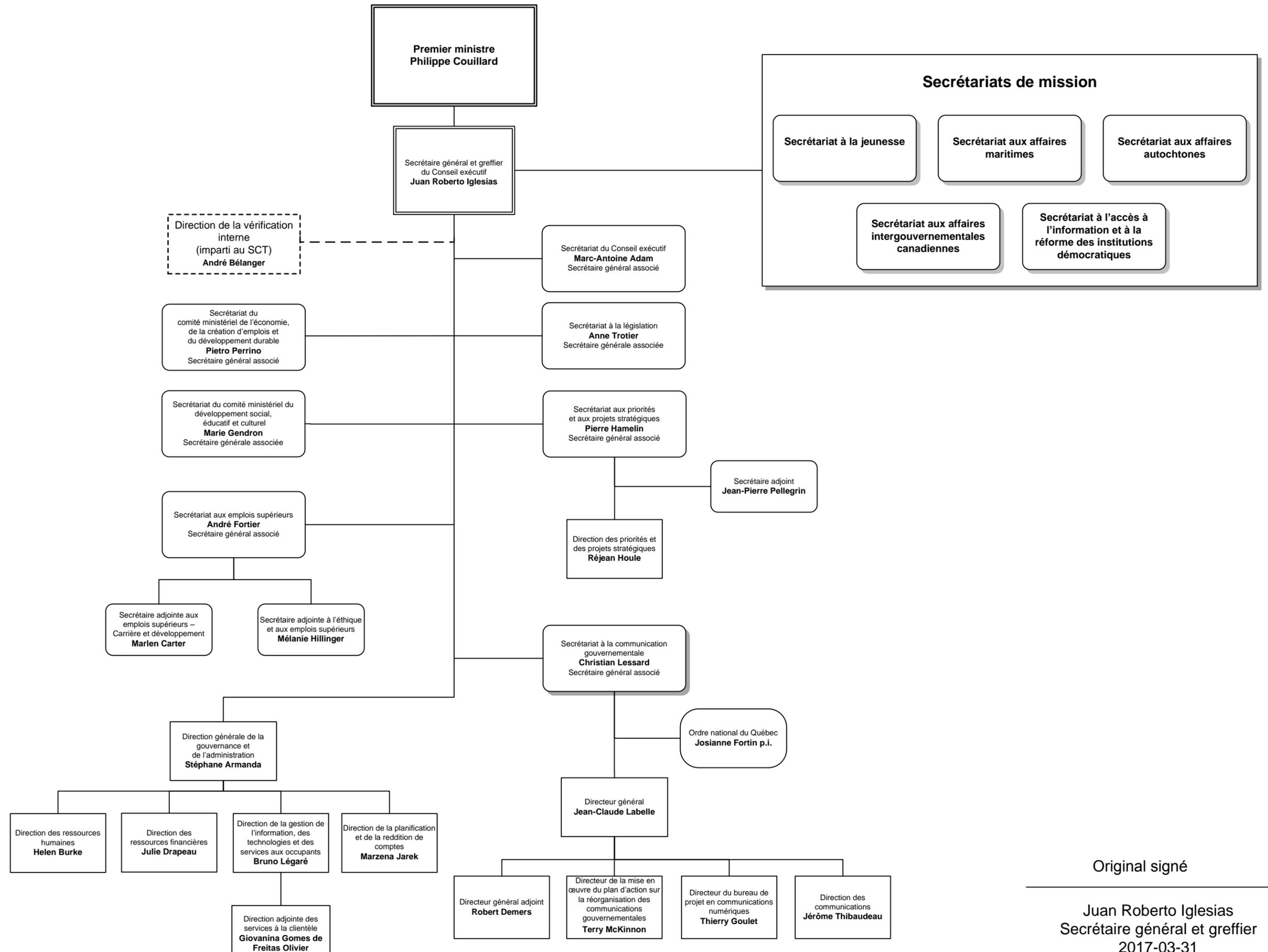
**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018**

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.
22. Copie de toute nouvelle directive formulée à l'attention des directions de communication ministérielles.
23. État d'avancement, montants alloués dans le budget 2017-2018 et ventilation des sommes allouées à la stratégie maritime.
24. Montants alloués en 2016-2017 pour les éléments déjà existants de la stratégie maritime, ainsi que les prévisions des montants en 2017-2018 pour ces mêmes éléments.
25. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
26. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et de la mise en place des recommandations.
27. Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
28. Copie de toute correspondance adressée au premier ministre du Canada et/ou aux premiers ministres des autres provinces.
29. État de situation de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.
30. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.
31. État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé le ou vers le 18 novembre 2014.
32. État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable. Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre.
33. Portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

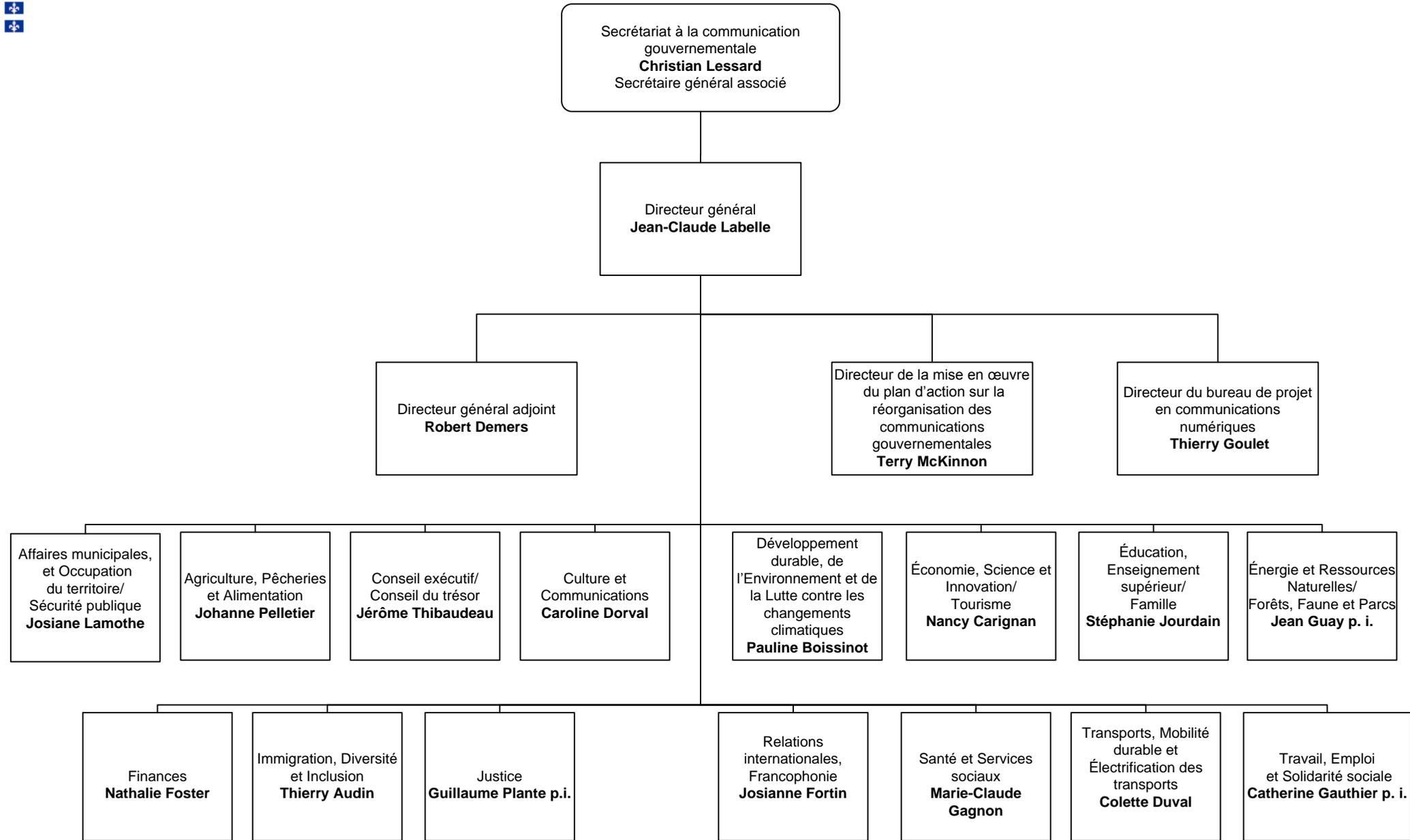
1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

L'organigramme se trouve à la page suivante.

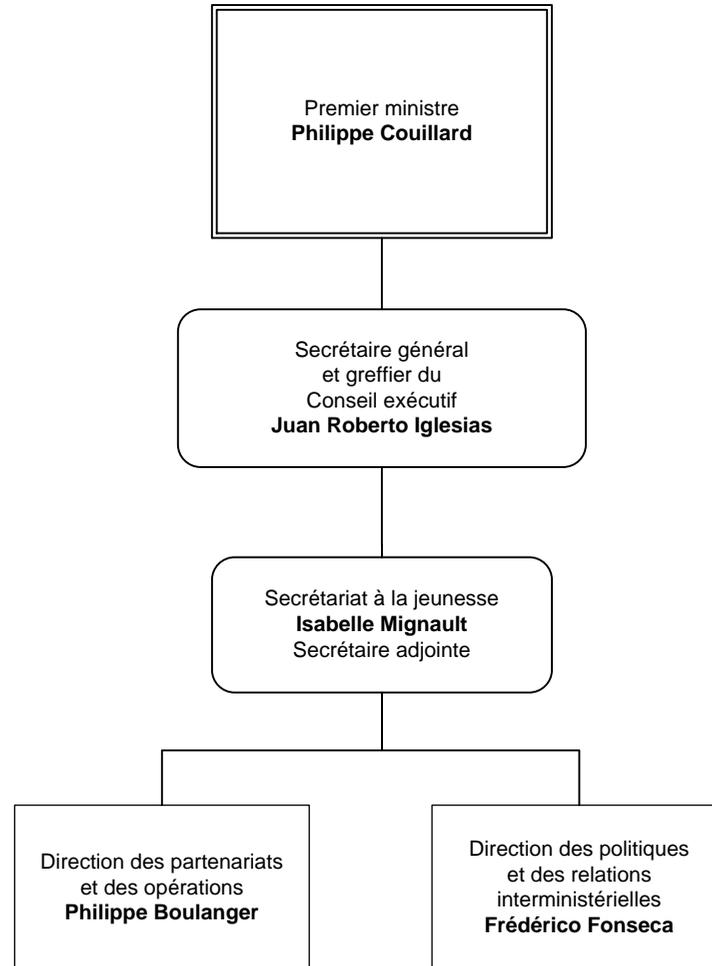


Original signé

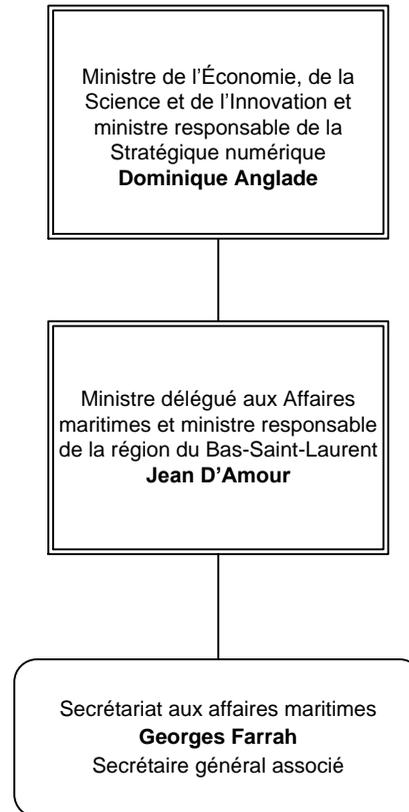
Juan Roberto Iglesias
Secrétaire général et greffier
2017-03-31



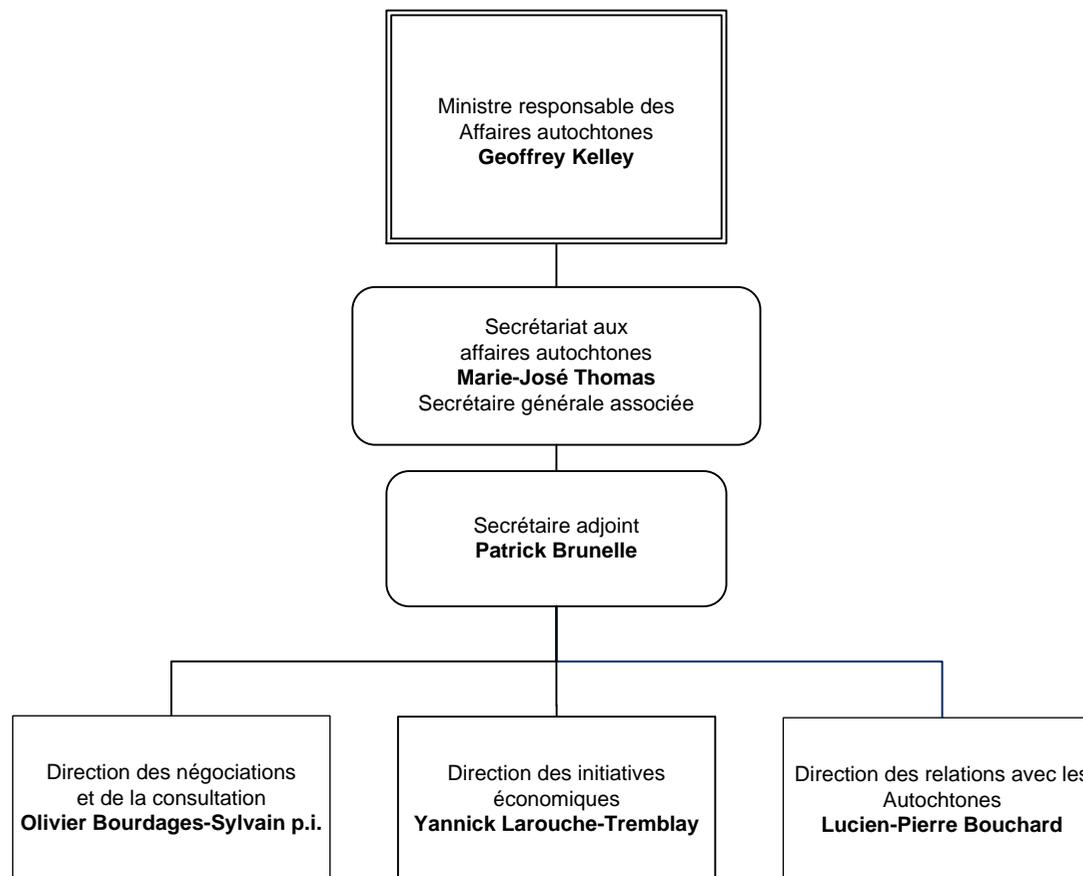
Secrétariat à la jeunesse



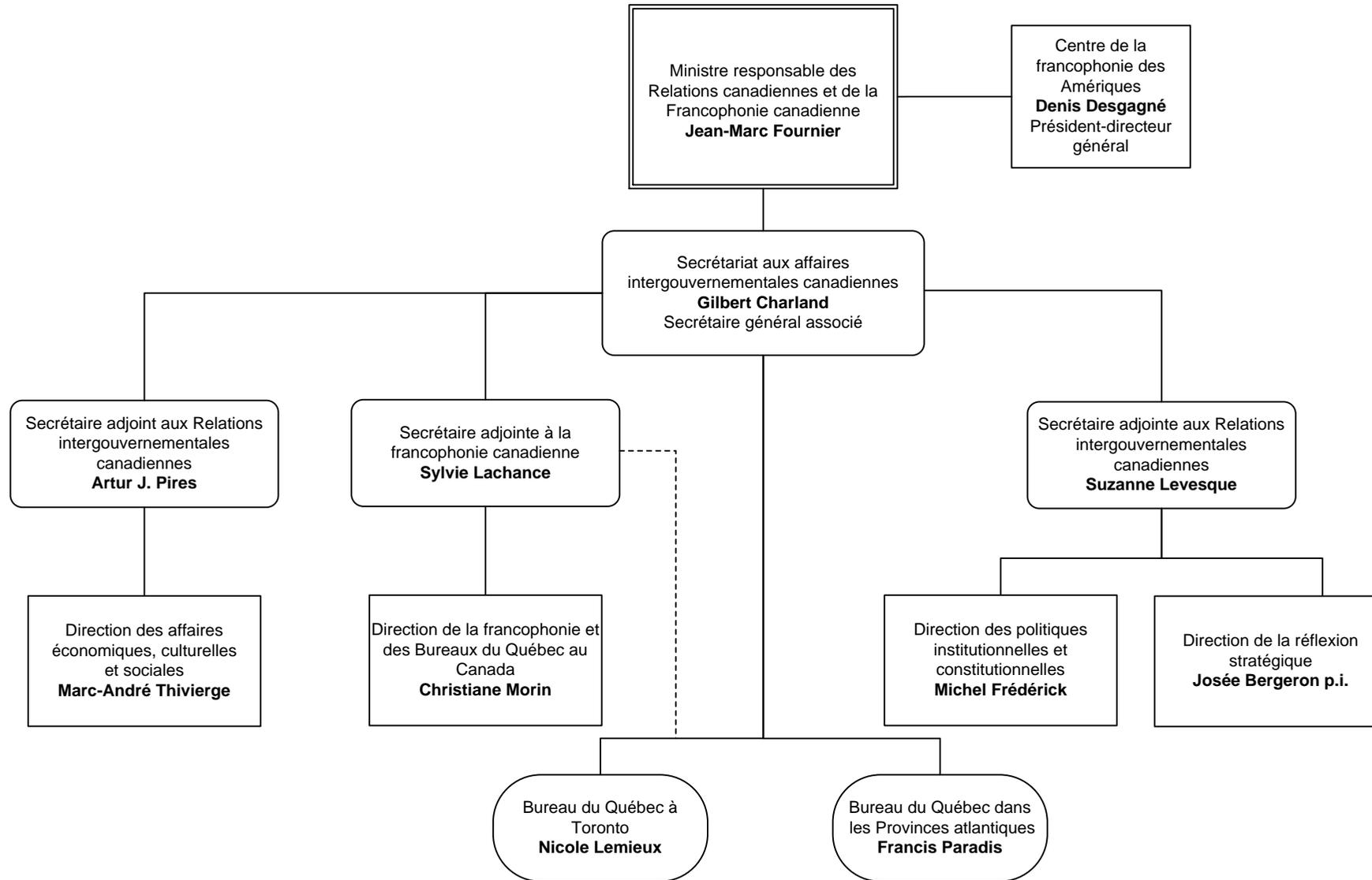
Secrétariat aux affaires maritimes



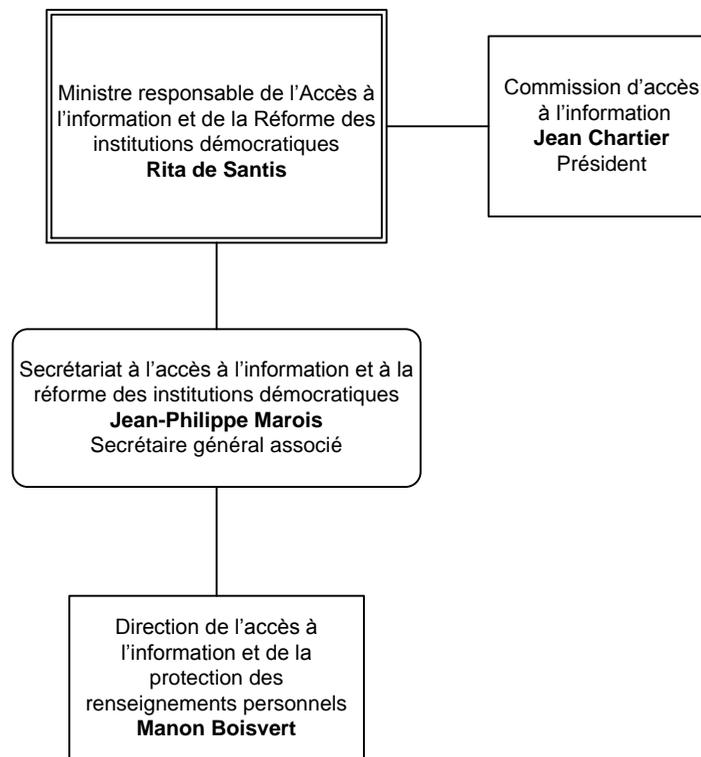
Secrétariat aux affaires autochtones



Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes



Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 45 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 45 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.

Aucune nouvelle directive n'a été émise par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Salaires, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.

Pour la période du 1 avril 2016 au 31 mars 2017, le salaire total versé est de 5 820 816 \$.

Aucun boni n'a été versé pour cette même période en vertu de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (2016, chapitre 7) qui propose de prolonger, pour l'exercice débutant en 2015, l'interdiction de versement de toute forme de rémunération additionnelle fondée sur le rendement aux membres du personnel d'encadrement d'organismes publics visés.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

6. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 7 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

La réponse à cette question est incluse à la question 3 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

9. Personnel affecté au MCE et à ses secrétariats, depuis le 23 avril 2014, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

PROGRAMME 2 - SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF			
DU 1 ^{er} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017			
	**FONCTIONNAIRES	*PROFESSIONNELS	*CADRES
Nombre de mouvements	11	30	1
Lieu de travail	Québec	Québec	Québec
Salaire (\$)	42 882 à 52 165	50 433 à 83 922	129 136

*Note : échelles de traitement au 31 mars 2015.

**Note: échelle de traitement au 1^{er} avril 2016.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

10. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

NOM, PRÉNOM	TITRE DU POSTE	ALLOCATION TOTALE VERSÉE (\$)	MONTANT ÉQUIVALENT AU PRÉAVIS PAYÉ (\$)
Gagnon, Marie	Sous-ministre associée à la Direction générale des affaires policières du ministère de la Sécurité publique	150 113	45 906
Sylvain, Yves	Sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	131 139	45 906

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

11. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 23 avril 2014, avec, pour chacun :

- a. la durée;**
- b. le salaire total versé;**
- c. la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.**

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 744 (au 31 mars 2016) à 709 (au 28 février 2017),
soit une diminution de 35 titulaires représentant une baisse de 4,7 %.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

13. Depuis le 23 avril 2014, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.

28 FÉVRIER 2017		
MINISTÈRES	NOMBRE	MASSE SALARIALE (\$)
Sous-ministre	27	5 778 851
Sous-ministre associé ou adjoint	101	17 305 355
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	15	2 301 248
SOUS TOTAL	143	25 385 454

ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)	NOMBRE	MASSE SALARIALE (\$)
Présidents	131	25 197 719
Vice-présidents	80	12 505 396
Membres et secrétaires	355	47 685 212
SOUS TOTAL	566	85 388 327

TOTAL	709	110 773 781
--------------	------------	--------------------

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

14. Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.

MINISTÈRES	DU 1er AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017
Sous-ministres	13
Sous-ministres associés ou adjoints	26
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	2
SOUS TOTAL	41
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	27
Vice-présidents	21
Membres et secrétaires	54
SOUS TOTAL	102
TOTAL	143

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

SECRETARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE	
Belzile, Karine	Lachance, Patrick
Bergeron, Chantal	Laroche, Sophie
Bernard, Marie-Claude	Laviolette, Lucie
Blais, André	Lepage, Manon
Couture, Édith	Lepage, Pascale
Demers, Robert	Lespérance, Andréane
Deblois, Audrey	Lessard, Christian
DesChesnes, Johanne	Lessard, Suzanne
Deschênes, Michaël	McKinnon, Terry
Dionne, Claudie-Myriam	Noël, Pierre
Dostie, Charlyne	Parent, Patrick
Dubuc, Marie-Line	Payeur, Chantal
Dubuc, Mélanie	Périgord-Bisson, Myriam
Dumont, Laurie	Perron, Denis
Durocher, Anne-Marie	Picard, Christian
Fortier, Jacob (étudiant)	Pichette, Geneviève
Fraser, Caroline	Sauvé, Marie-Pier
Gadbois, Jocelyn	Septembre, Patrick
Gagnon, Julie	Simard, Guy
Gagnon, Samuel	Tessier, Guillaume
Gaumond, Julien	Thibaudeau, Jérôme
Giguère, Nathalie	Tremblay, Josée
Gosselin, Jérôme	Tremblay, Pascal
Goulet, Thierry	Vachon, Tommy
Guérard, Émilie	Vézina, Justine
Labelle, Jean-Claude	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées aux crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :

- objet;
- coût;
- clientèle visée;
- moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée);
- nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne;
- firme responsable du placement média;
- et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?

Le Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif ne réalise pas de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du ministère du Conseil exécutif (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.

En 2016-2017, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :

MINISTÈRE / ORGANISMES	1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 (\$)
Ministère du Conseil exécutif (Direction des communications)	403 500
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	500 000
Ministère de l'Économie, des Sciences et de l'Innovation	200 000
Ministère de la Famille	375 000
Ministère des Finances	260 250
Ministère du Tourisme	10 000
TOTAL	1 748 750

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

18. Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

20. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2016-2017, qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Réponse : aucun

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

22. Copie de toute nouvelle directive formulée à l'attention des directions de communication ministérielles.

NOUVEAU MODÈLE DE COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un nouveau modèle de communiqué de presse doit dorénavant être utilisé par les ministères et les organismes. Il est plus adapté aux nouvelles façons de faire des médias et aux différentes plateformes numériques d'aujourd'hui. Afin d'assurer une cohérence dans l'ensemble des communiqués de presse du Gouvernement du Québec, des règles ont été transmises aux ministères et aux organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

23. État d'avancement, montants alloués dans le budget 2017-2018 et ventilation des sommes allouées à la stratégie maritime.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

24. Montants alloués en 2016-2017 pour les éléments déjà existants de la stratégie maritime, ainsi que les prévisions des montants en 2017-2018 pour ces mêmes éléments.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

25. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Le ministère de la Justice répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

26. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et de la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

27. Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

28. Copie de toute correspondance adressée au premier ministre du Canada et/ou aux premiers ministres des autres provinces.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

29. État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

30. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

31. État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé le ou vers le 18 novembre 2014. Indiquer :

- a. les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlé;**
- b. le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates;**
- c. le nom des membres du comité.**

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

32. État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable. Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre.

Le ministère de la Sécurité publique répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

33. Portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.

Le ministère de la Sécurité publique répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle.